

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 16/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPIRIT FRANCE DIFFUSION

LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX
14130 Reux

Références : 2024-593
Code AIOT : 0005306336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement SPIRIT FRANCE DIFFUSION implanté LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX 14130 Reux. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPIRIT FRANCE DIFFUSION
- LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX 14130 Reux
- Code AIOT : 0005306336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SPIRIT FRANCE DIFFUSION est spécialisée dans la fabrication du Calvados. Les

installations, exploitées sur le site de Reux, ont été mises en exploitation en décembre 2014, avec deux chais de stockage de Calvados, sur les cinq prévus initialement. En 2016, les activités ont été étendues par la création de trois chais de stockage de calvados supplémentaires, d'une cuverie, d'une unité d'embouteillage et de stockage de produits finis. Cette extension occupe les locaux d'un ancien site industriel voisin. Les nouvelles installations ont été mises en service en février 2017.

Les activités relèvent de la législation sur les installations classées et sont autorisées par un arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 (statut SEVESO seuil bas).

L'Inspection s'est rendue au niveau d'un chai de l'unité Reux II, de la zone de dépotage ainsi qu'au niveau de la réserve incendie de 1 000 m³ et du bassin de confinement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a poursuivi la mise à niveau de sa réserve incendie en faisant installer deux cannes d'aspiration en inox qui ont été réceptionnées par le SDIS et en créant une aire d'aspiration en face de ces dernières pour stationner les engins du SDIS.

Il convient de faire périodiquement tester ces dernières pour s'assurer de leur efficacité dans le temps. Ce test pourra utilement être combiné aux exercices annuels que l'exploitant doit mener afin de tester son plan d'opération interne.

Au cours des dernières années, l'exploitant a su rétablir une culture de la prévention des risques sur son établissement. Il convient de garder cet esprit et de rester critique sur les procédures déployées afin de les améliorer en permanence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2024

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

Les chais, unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir ou de collecter, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont étanchés et équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Une consigne doit préciser les vérifications à effectuer pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

- Zone réception camions

Lors de la visite menée le 2 février 2023 l'inspection a constaté que la dalle au niveau de la réception des camions contenant les alcools de bouche était fissurée. Afin de pouvoir confiner un éventuel déversement au niveau de cette zone de dépotage, l'exploitant devait investiguer ces fissures et les traiter le cas échéant.

Lors de la visite menée le 7 décembre 2023, l'exploitant a indiqué avoir reçu des devis, mais n'avoir entamé aucune démarche. L'inspection a rappelé ses obligations à l'exploitant qui les a entendues. Un délai de 2 mois a été laissé à réception du rapport pour la réfection de la zone de réception. Ce délai était partagé par l'exploitant.

Lors de la visite d'inspection du 11 octobre 2024, l'exploitant a traité l'ensemble de la dalle au niveau de la réception des camions afin de lui rendre son caractère étanche.

- Stockage des émulseurs

Lors de la visite menée le 7 décembre 2023, il est apparu que les bidons d'émulseur disposés à proximité des points incendie additivés ne disposent pas de rétention. L'analyse de la fiche de données de sécurité n'est pas claire concernant les modalités d'entreposage du produit et son innocuité pour le milieu récepteur en cas d'épandage accidentel. L'exploitant indique avoir demandé par écrit au fournisseur les modalités d'entreposage (i.e. sur rétention ou en l'absence de rétention).

L'exploitant devait placer les bidons d'émulseurs sur rétention sous 2 mois sauf à justifier de l'inutilité du confinement.

Lors de la visite d'inspection du 11 octobre 2024, l'Inspection a pu constater par sondage que l'exploitant avait fait le choix de placer ses émulseurs sur rétention. Ainsi, une rétention d'une capacité de 150 litres contenait deux bidons de 120 litres d'émulseurs permettant ainsi de retenir 100 % du plus grand volume ou 50% des volumes associés à la même rétention (i.e. ici cela revient à mettre en rétention 120 litres dans les deux cas de figure).

- Test des détecteurs de fuite sur l'unité Reux II

L'exploitant a présenté sa procédure de test des détecteurs de fuite en date du 26 août 2024. Cette procédure opérationnelle comportant des photos pourrait utilement être complétée en indiquant le nombre de détecteurs à tester pour chaque chai (i.e. un détecteur par caniveau et deux caniveaux par chai).

Une fois le test réalisé, l'exploitant consigne sa réalisation dans le registre de sécurité. Ce registre a été présenté à l'Inspection et le test a ainsi été réalisé le 18 janvier 2024 avec un résultat indiqué comme "conforme". Afin de tracer l'exhaustivité des détecteurs testés, il serait opportun qu'une grille de test soit adossée à la procédure de réalisation des test. L'exploitant partage ce constat et s'est engagé à la ,rédiger dans les meilleurs délais.

Interrogé sur la périodicité des tests réalisés, l'exploitant a indiqué avoir retenu une périodicité quinquennale en indiquant que les alarmes liées au nettoyage des chais indiquent le bon fonctionnement des détecteurs tout au long de l'année. Effectivement, le registre de sécurité indique une alarme le 2 octobre dernier dans le chai 3000 liée à un écoulement lors du nettoyage du sol.

Interrogé sur l'exhaustivité des détecteurs "testés" par ces écoulements liés au lavage des sols, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que l'ensemble des détecteurs ont été "testés". L'Inspection recommande à l'exploitant de retenir une périodicité de test qui repose sur la documentation technique des détecteurs. Il appartient à l'exploitant de consulter la documentation technique de ses détecteurs et d'adapter si nécessaire la périodicité de test de ses équipements. Par ailleurs, l'exploitant doit s'interroger sur la compatibilité de ces détecteurs de fuite avec le produit recherché (ici des alcools de bouche soit un liquide inflammable) tant dans la nature du produit que sur le risque d'inflammabilité ou d'explosion. L'exploitant a bien pris en compte cette réflexion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection recommande à l'exploitant de retenir une périodicité de test qui repose sur la documentation technique des détecteurs. Il appartient à l'exploitant de consulter la documentation technique de ses détecteurs et d'adapter si nécessaire la périodicité de test de ses équipements. Par ailleurs, l'exploitant doit s'interroger sur la compatibilité de ces détecteurs de fuite avec le produit recherché (ici des alcools de bouche, soit un liquide inflammable) tant dans la nature du produit que sur le risque d'inflammabilité ou d'explosion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Classement

Prescription contrôlée :

Compatibilité des volumes stockés au regard des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de l'établissement.

Constats :

Un état des stocks a été transmis en moins de 2 minutes permettant de confirmer les respects des

capacités maximales d'entreposage prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Cet état des stocks est mis à jour de manière quotidienne et accessible en permanence au moyen d'une sauvegarde dématérialisée à l'extérieur de l'établissement. Cet état des matières stockées fait apparaître très distinctement le volume stocké dans l'unité de la nomenclature des ICPE (i.e. m ³) et le volume maximal autorisé par chai.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; - au minimum des moyens externes publics, constitués de 2 points d'eau incendie (PEI) : une à proximité du portail de l'entrée ouest du site ; une au nord, sur la RD675 face à la réserve incendie souple de 240 m³. <p>[...]</p> <p>En complément, une réserve d'eau d'au moins 240 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose de deux prises de raccordement conformes aux normes en vigueur. Deux aires d'aspiration sont également créées à l'intérieur de l'établissement avec un passage piéton direct vers ces PEI. L'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente de ces ressources externes. Une convention atteste de la mise à disposition de cette réserve d'eau de 240 m³.</p> <p>L'établissement doit également disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un potentiel hydraulique constitué au minimum de 1 200 m³ utilisables sur deux heures (débit requis de 400 m³/h) ; - une réserve d'eau d'incendie de 1 000 m³ à l'est du site ; - une réserve d'eau incendie de 320 m³ au centre du site, dédiée à l'alimentation des boîtes à mousse ; - deux locaux incendie : +local à l'est, destiné aux chais de Reux I, comprenant : 4 boîtes à mousse en simultané (chai de 1 000 m²) ; une motopompe de 650 m³/h ; une réserve d'émulseur de 6 m³ ; +local au centre, destiné au chai DD de Reux II, comprenant : 5 boîtes à mousse en simultané (chai de 1 262 m²), assurant un débit unitaire de 2 500 l/min (150 m³/h) avec un taux d'application de 10 l/min/m² à 3 % d'émulseur ; une motopompe de 830 m³/h ; une réserve d'émulseur de 8 m³ ; - pour les autres zones, des robinets d'incendie armés (RIA), postes d'incendie additivés (PIA) et extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - d'un système de détection automatique d'incendie avec report vers une société de surveillance ;

- un réseau de déclencheurs d'alerte manuels répartis dans les bâtiments et bureaux.

L'établissement dispose, en toute circonstance, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, permettant, en cas de perte de l'une d'entre elle de maintenir l'alimentation des groupes de pompage du réseau incendie.

Constats :

L'exploitant a fait installer deux cannes d'aspiration reliées à sa réserve incendie de 1000 m³. Une aire d'aspiration a été créée afin d'accueillir les engins du SDIS.

Le SDIS a pu tester le 5 septembre 2024 ces équipements et délivrer un PV de conformité de la réserve incendie à la date du 6 septembre 2024.

Le SDIS indique dans son PV qu'il convient "d'apposer la signalisation réglementaire sur l'ouvrage". Lors de la visite, la signalétique n'était pas encore installée, mais l'exploitant s'y est engagé sans délai. Il convient également de guider le SDIS jusqu'à cette réserve incendie depuis les différents accès du site en apposant une signalisation dédiée.

Le SDIS dispose d'une capacité hydraulique adaptée à la nature des dangers et inconvénients déclarés par l'exploitant pour lutter efficacement contre un incendie.

Par ailleurs, l'exploitant a fait retirer les trois anciens poteaux incendie afin qu'aucune confusion ne puisse avoir lieu dans les moyens à employer en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite